



Clio. Femmes, Genre, Histoire

32 | 2010
Relectures

« Mujeres en el franquismo », *Arenal. Revista de historia de las mujeres*

Vol. 12, n° 1, enero-junio 2005

Danièle Bussy-Genevois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/9976>

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010

ISBN : 978-2-8107-0098-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Danièle Bussy-Genevois, « « Mujeres en el franquismo », *Arenal. Revista de historia de las mujeres* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 32 | 2010, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/9976>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Tous droits réservés

« Mujeres en el franquismo », *Arenal. Revista de historia de las mujeres*

Vol. 12, n° 1, enero-junio 2005

Danièle Bussy-Genevois

- 1 Depuis 1994, la revue *Arenal* est, en Espagne, la publication de référence sur l'histoire des femmes et le genre. Le dossier proposé dans ce numéro – daté de 2005 alors que les articles ont été rédigés en 2006 –, intitulé « Femmes sous le régime franquiste », est coordonné par Mónica Moreno Seco, de l'Université d'Alicante, spécialiste du genre et des questions religieuses aux XIX^e et XX^e siècles. Le principe du dossier consiste à réunir sur un même thème des spécialistes de disciplines complémentaires, à partir de points de vue différents : ici, trois historiennes et une sociologue. Comme il est d'usage dans *Arenal* – et on peut le déplorer –, il n'y a pas d'introduction générale au dossier.
- 2 On doit la première étude (« Les femmes dans la Résistance antifranquiste, un état de la question », p. 5-34) à Mercedes Yusta Rodrigo, historienne et hispaniste, alors à l'Université de Cergy-Pontoise. Remarquable plaidoyer en faveur d'un nouvel objet d'étude, ce chapitre propose, outre l'historiographie annoncée de la Résistance, espagnole, française et allemande, une tentative de conceptualisation convaincante et l'analyse des formes que prend la Résistance féminine restée dans l'ombre jusque récemment. M. Yusta voit deux raisons essentielles à la difficulté d'appréhender le phénomène : une connaissance encore insuffisante de la répression sexuée menée par le franquisme, mais aussi la tendance de la recherche à ne pas penser la « Résistance » en dehors de la lutte armée, de l'articulation à un parti ou de la reconstruction d'organisations politiques dans la clandestinité. D'où l'intérêt des études menées en Allemagne, en France et en Italie, qui débouchent sur le concept de « Résistance civile » ; elle propose aussi de croiser ces recherches avec celles sur les « rébellions quotidiennes » et les « actes invisibles », développées dans les études sur le Tiers-Monde et le colonialisme. Dans le contexte de répression constante et prolongée de l'Espagne franquiste, ces actes de rébellion contribuent à créer ce que Temma Kaplan appelle une

« conscience féminine » et une résistance éthique et morale autant que politique, comme l'ont observé aussi certains spécialistes de l'Allemagne (Gérard Botz, Rita Thalmann).

- 3 Sans pouvoir rapporter l'intégralité des analyses de ce travail parfaitement maîtrisé, certains points sont particulièrement bien venus. Ainsi, M. Yusta étudie « la répression comme matrice de la Résistance » : dans le franquisme, « le conflit de genre est crucial », puisque l'œuvre de « purification » entreprise pour éliminer toute trace du régime républicain s'exerce particulièrement à l'encontre des femmes politiquement engagées ou bien compagnes et mères de « rouges » (créant ainsi un « délit de parenté »), et les tortures prennent des formes sexuées (Y. Ripa). Cette répression devient ainsi l'amorce d'une résistance consciente.
- 4 M. Yusta rappelle également la fonction politique reconnue à la « femme de prisonnier », notamment par l'italienne Giuliana Di Febo – elle pourrait ajouter Amparo Moreno, une des premières en Espagne à conceptualiser cette catégorie ; les rencontres des femmes aux portes des prisons participent de la reconstruction d'organisations politiques clandestines. L'étude de tels liens – tissés ou non avec l'exil – est fondamentale pour comprendre la mobilisation des femmes antifranquistes et antifascistes, auxquelles M. Yusta a consacré des travaux novateurs, notamment sur l'AMA (Association des femmes antifascistes) et son rapport au Parti communiste espagnol et aux partis communistes européens.
- 5 Les propositions les plus importantes de cette contribution concernent en premier lieu la relecture des sources, pour pallier le silence documentaire souligné par les chercheurs et ne pas se contenter des sources les plus visibles (manifestes, rapports). Les sources orales (notamment celles recueillies par Fernanda Romeu et publiées à compte d'auteur...) sont fondamentales ; encore faut-il les analyser en fonction des expériences masculines et comprendre « les cultures politiques qui fonctionnaient au sein des organisations antifranquistes » (ainsi des travaux de Giaime Pala sur le PSUC-Parti Socialiste Unifié Catalan). En second lieu, M. Yusta souligne la complexité de l'engagement féminin, qui invite à s'interroger sur le sens, les limites et la perméabilité des actions de la « Résistance ». D'où le grand intérêt de ses analyses de la guérilla rurale antifranquiste : les actions des guérilleros changent complètement la vision de la guérilla, dont seul le caractère militaire intéressait jusqu'à ce jour.
- 6 On ne peut donc que suivre les conclusions de M. Yusta quand elle affirme que « la perspective de genre jette une lumière différente sur toute la Résistance » et sur la nécessité de redonner toute la « complexité du réel » à ces études.
- 7 Les trois autres contributions de ce dossier adoptent un tout autre point de vue : examiner différentes approches de la soumission des femmes au régime franquiste, ou de leur embrigadement. On pourrait penser que ce champ a été très travaillé depuis les années 1980 ; pourtant dans ce dossier, à l'exception d'une seule contribution sans doute plus décevante, les articles offrent des pistes de recherche renouvelées.
- 8 *A priori*, le travail de Sofía Rodríguez López, de l'Université d'Almería, se situe justement dans un champ largement étudié, et on ne pourrait que rappeler les nombreuses spécialistes de ce domaine, tant espagnoles que françaises ou anglo-saxonnes (María-Teresa Gallego, Kathleen Richmond, Alicia Alted et, sur le fonctionnement du régime, Marie-Aline Barrachina ou Carme Molinero, ainsi que de nombreuses jeunes chercheuses). Mais Sofía Rodríguez López, ainsi que l'indique le titre (« La Section féminine de FET-JONS : terrain peu sûr pour une dictature ? », p. 35-60), réfléchit dans la

longue durée, celle de la Dictature, à la réussite ou à l'échec de la mobilisation des Espagnoles par la Phalange féminine. Les phalangistes en effet, conscientes de leur subordination dans la hiérarchie du système, véhiculaient un discours de soumission mais souhaitaient développer – ou s'appliquer à elles-mêmes – un modèle plus émancipé (ainsi de leur ambiguïté face au mariage, fondement du système). De fait, la nouveauté indéniable de ce travail réside dans une approche locale et dans l'exploitation des sources d'archives et des témoignages de la province d'Almería, en l'insérant dans une histoire nationale. L'exemple d'Almería permet en effet de comprendre comment la Phalange a pénétré dans une province parmi les plus archaïques d'Espagne, en tentant de s'implanter dans les zones les plus reculées, que l'Action catholique avait délaissées ; les réussites concernent cependant essentiellement la capitale de province, et chronologiquement deux moments-clés du franquisme : les années de l'autarcie pour l'aide sociale et les années soixante pour les « chaires ambulantes » de l'éducation rurale.

- 9 Confier à une sociologue, Carmen Romo Parra, de l'Université de Málaga, une réflexion sur le changement social dans les années 1960 (« Le désordre de l'identité immuable. Changement social et statut de la femme dans l'Espagne du développement », p. 91-109) peut donc être intéressant, même si le concept d'identité « immuable », appliqué à l'uniformisation du rôle des femmes par la Phalange et le franquisme, semble discutable, y compris du point de vue de la sociologie. Les modifications engendrées autour de 1960 par des mesures économiques planificatrices ont intéressé tant les sociologues (María Ángeles Durán) que les historiens (Pilar Folguera, María-Carmen García-Nieto), depuis les premiers séminaires d'histoire des femmes de l'Université autonome de Madrid (1981) ou à Barcelone (Amparo Moreno). Carmen Romo aurait sans doute eu intérêt à rappeler succinctement les conclusions des historiens, y compris de sa propre Université, pour mieux développer ses thèses ; la sociologue fonde ses travaux sur des sources bien connues (rapports sociologiques FOESSA, études générales) pour analyser trois points : l'ambiguïté du caractère modernisateur de la planification franquiste ; le passage des femmes du « style » imposé à la modernité ; l'évolution de la famille hiérarchisée vers une société d'individus qui facilitera, à terme, l'arrivée de la démocratie.
- 10 Le lecteur peut dès lors regretter que le travail précis et mûri de Sara Ramos Zamora, de l'Université Complutense de Madrid, soit inclus non pas dans le dossier, mais seulement dans la partie complémentaire « Études », de ce numéro d'*Arenal*. Sa contribution, « La répression des institutrices par le gouvernement franquiste », après un rappel du processus d'épuration du corps enseignant, dresse une liste détaillée des dossiers des Commissions d'épuration de la Communauté autonome de Castille-La Manch ; les chefs d'accusation (accusations politiques, religieuses, professionnelles, morales) fournissent une série de données quantitatives et qualitatives à comparer avec l'épuration des enseignants hommes ; selon les provinces, les « fautes » morales (mariage civil, union libre) ou les engagements politiques entraînaient les peines les plus graves. Remarquons que les institutrices seront moins sanctionnées que les hommes : paradoxe ou confirmation du mépris généralisé du régime pour les femmes ?
- 11 La coordinatrice du dossier, Mónica Moreno Seco, livre l'étude la plus importante de ce numéro, avec celle consacrée à la Résistance antifranquiste : dans les deux cas, l'objet d'étude est novateur. La connaissance de la Phalange ne peut sans doute progresser qu'avec l'apport des études locales, et l'Action catholique a donné lieu à de beaux travaux – en particulier ceux d'Inmaculada Blasco Herranz, consacrés à la période 1919-1939. Mónica Moreno Seco travaille sur les « Religieuses et laïques pendant le franquisme :

entre la Dictature et l'opposition » (p. 61-89), car elle s'élève contre le peu d'intérêt porté par la recherche aux congrégations féminines, ainsi qu'aux laïques travaillant en milieu ouvrier (HOAC – Fraternité ouvrière d'Action catholique –, JOC – Jeunesses ouvrières chrétiennes) ; or, les femmes ont eu une activité quotidienne fondamentale, largement minimisée par le régime. Peut-être parce qu'elles travaillaient en milieu populaire, leurs liens avec l'Église étaient distincts de la religiosité des femmes bourgeoises, pour lesquelles la religion était « une composante de leur identité de sexe et de classe », et leurs rapports avec la hiérarchie évoluèrent avec le temps jusqu'à l'opposition.

- 12 Dans un premier temps, Mónica Moreno rappelle le rôle des femmes dans la « rechristianisation » de l'Espagne – le terme est franquiste, on souhaiterait donc qu'il soit mis entre guillemets. Les religieuses sont près de 49 000 en 1945, près de 59 000 en 1949 et près de 71 000 en 1959 ; en vingt ans, 38 congrégations (sur 148) sont créées. Le rôle des religieuses est triple : elles sont proclamées martyres de la République ; perçues historiquement, elles deviennent des symboles instrumentalisés (ainsi la vie de sainte Thérèse d'Avila a-t-elle été réécrite, comme G. Di Febo et M.-A. Barrachina l'ont démontré) ; et bien sûr les religieuses sont un rouage important de l'appareil répressif, notamment dans les prisons de femmes. Quant aux membres de l'Action catholique, qui sont près de 173 000 en 1955, elles ont un rôle prégnant dans l'encadrement des femmes, la rééducation des républicains et enfants de « rouges », le contrôle moral des spectacles et des plages, et bien sûr la répression. Cependant, l'action catholique offre un espace de socialisation assez attirant pour que des femmes dynamiques adhèrent au mouvement, ce qui avait été le cas depuis sa création en 1919.
- 13 Ce qui intéresse cependant plus nettement Mónica Moreno, ce sont les conséquences de la rénovation de l'Église favorisée par le concile Vatican II et, recherche tout à fait importante, la participation des religieuses à l'antifranquisme à partir de cette date. L'évolution des congrégations féminines – en dépit de la difficulté de l'investigation – donne lieu à de superbes pages, notamment celles consacrées aux religieuses qui ont pris la parole pour dénoncer leur infantilisation par la hiérarchie ecclésiastique et pour souhaiter exercer un rôle actif et moderne dans la société ; ainsi pendant les années 1954-1968, date à laquelle la Section de Religieuses est rendue autonome par rapport à la Conférence espagnole de religieux. Ces aspirations et la crise de foi entraînent une perte de vocations (plus de 13 000 religieuses déposent le voile entre 1960 et 1990). Quant à l'Action catholique, en crise également (elle perd trois quarts de ses militantes en six ans), elle est démantelée à cause de son refus de se soumettre au contrôle des évêques (1968). De ce fait, c'est de ses rangs que sortiront certaines des femmes importantes pour la future démocratie, qui se lieront aux mouvements démocrates et féministes en 1975 et 1976. L'apport de l'étude est donc indéniable et les pistes de travail proposées (étude de la vie des communautés, biographies de religieuses, de militantes et de responsables, évaluation de leur degré d'antifranquisme) extrêmement suggestives et porteuses de nouvelles recherches.
- 14 Comme de nombreux numéros d'*Arenal*, ce dossier, bien qu'un peu irrégulier, est donc à recommander non seulement aux spécialistes de l'Espagne mais aussi aux chercheurs s'intéressant aux rapports entre genre et religion, et femmes et fascismes. Il s'y ébauche notamment une étude transnationale des associations de femmes antifranquistes, ainsi que des approches renouvelées de la sujétion féminine au régime franquiste, fondées sur d'excellentes bibliographies et sources documentaires. Remarquons par ailleurs une iconographie (tirée des archives photographiques d'Alicante) présentant les différents

rôles imposés aux femmes sous la Dictature, d'autant plus intéressante que l'apport majeur du volume réside dans une volonté de décrypter une diversité d'expériences et d'engagements, à l'encontre des images figées et des stéréotypes longtemps attachés à cette période de l'histoire d'Espagne.